

Rapport de projet EMADEC

Bilan de la concertation sur la qualité de l'eau sur l'AAC du Vivier suivant la démarche Co-Click'Eau

Janvier 2016

Auteurs : Pannetier M., Martin, P.

Contact : pmartin@agroparistech.fr



Ce document a été réalisé dans le cadre du projet EMADEC,
financé par l'ONEMA

Table des matières

Abréviations	3
Brève présentation de la démarche Co-Click'Eau	4
Mise en place de la démarche sur le Bassin d’Alimentation de Captage du Vivier	5
Présentation de l’AAC du Vivier	5
Contexte d’organisation d’une démarche de concertation par le SEV	6
Invitation des acteurs locaux à la démarche de concertation	7
Déroulement de la démarche sur l’AAC du Vivier.....	8
Bilan de la démarche de concertation sur les impacts des activités agricoles sur la qualité de l’eau du Vivier basée sur l’utilisation de Co-Click'Eau.....	9
Methodologie suivie.....	9
Résultats des entretiens.....	10
Vision de la problématique de l’eau et de Co-Click'Eau.....	10
Retours sur la mise en place de la démarche au Vivier.....	11
Analyse du déroulement des réunions avec les participants.....	12
Bilan de la démarche et des apports de CoClick'Eau	16
Conclusion	19

Abréviations

AAC Aire d’Alimentation de Captage

ARS Agence Régionale de Santé

BAC Bassin d’Alimentation de Captage

DDT Direction Départementale des Territoires

DREAL Direction Régionale de l’Environnement de l’Aménagement et du Logement

IFREE Institut de Formation et de Recherche en Education à l’Environnement

INRA Institut National de Recherche Agronomique

MAE Mesure Agro Environnementale

OPA Organisation Professionnelle Agricole

RPG Registre Parcellaire Graphique

SAU Surface Agricole Utile

SEV Syndicat d’Eau du Vivier

Dans le cadre du renouvellement de son programme d'action du programme Re-Resources, le Syndicat d'Eau du Vivier (SEV) a organisé une concertation sur 3 différents thèmes. Un premier groupe a travaillé sur la question de la pollution de l'eau par les nitrates et les produits phytosanitaires d'origine agricole, en se basant sur la démarche Co-click'Eau proposée par l'INRA.

Ce travail cherche à réaliser le bilan de la concertation qui a eu lieu dans ce premier groupe sur le bassin du Vivier, et notamment de l'apport de Co-click'Eau par rapport à une concertation menée de façon plus classique.

Brève présentation de la démarche Co-Click'Eau

Co-click'eau est une démarche participative et outillée de construction et d'évaluation avec les acteurs locaux de scénarios de changements de pratiques agricoles sur une aire d'alimentation de captage. Il s'agit in fine de formuler des actions concrètes pour une agriculture plus durable selon le contexte local.

Plus concrètement, la démarche repose tout d'abord sur le choix d'indicateurs à retenir selon les objectifs de chacun des membres du comité de pilotage sur le bassin (Etape 1). Un groupe d'experts sur l'agriculture de l'AAC réalise ensuite une caractérisation fine du territoire agricole et des pratiques actuelles (Etape 2) afin d'arriver à une vision commune et partagée du territoire. Le groupe d'experts locaux travaille à la réalisation d'une base de données technique qui regroupe la caractérisation technique et l'évaluation des performances environnementales et socio-économiques des différentes façons de cultiver sur le territoire (Etape 3). Cette matrice technique constitue la base sur laquelle sont construits les scénarios via l'outil de simulation Co-click'eau, selon un modèle d'optimisation sous contraintes, à partir de l'expression des objectifs des différents acteurs (Etapes 4 et 5). A partir de ces résultats, le comité de pilotage peut choisir un scénario « préféré », ce qui permet de caractériser différentes actions du plan d'actions selon les objectifs d'évolution des pratiques agricoles (Etape 6).



Figure 1 : Déroulement de la démarche Co-Click'Eau

Mise en place de la démarche sur le Bassin d’Alimentation de Captage du Vivier

Présentation de l’AAC du Vivier

L’AAC du Vivier, exploitée par le Syndicat des Eaux du Vivier comprend 3 captages : le Vivier et les Gachets 1 et 3. Il est situé dans le département des Deux-Sèvres, à l’Est de la ville de Niort. Le territoire recoupe en totalité ou en partie 16 communes, dont la ville de Niort qu’il alimente en eau potable. Les captages correspondent soit à des résurgences karstiques naturelles, soit à des forages qui recoupent une ou plusieurs cavités karstiques. Ces captages sont donc globalement sujets à des circulations d’eau rapides.

Tableau 1 : Captages de l’AAC du Vivier (Source : Diagnostic du Bassin du Vivier, 2009)

Code BBS	Nom	Type
06107X0024/SOURCE	Vivier	Résurgence naturelle
06107X0038/F	Gachet I	Forage à 20 m
06107X0039/F	Gachet III	Forage à 20 m

Sur ces captages se posent les questions de la dégradation de la qualité de l’eau par les nitrates ainsi que la pollution par les produits phytosanitaires. Les concentrations de nitrates des 3 captages montrent un niveau de contamination assez élevé de la ressource : les teneurs moyennes se situent autour de 55mg/L au Vivier, et autour de 50mg/L pour les Gachets 1 et 3. Le seuil réglementaire de 50 mg/L est ainsi régulièrement dépassé, et les pics de concentration sont élevés. Cependant il semble qu’il y a une tendance à la baisse de la teneur en nitrates ces dernières années. Pour les produits phytosanitaires, les dépassements des seuils réglementaires restent peu nombreux. Les principales molécules retrouvées sont l’AMPA (résidu du glyphosate) et l’atrazine et ses résidus.

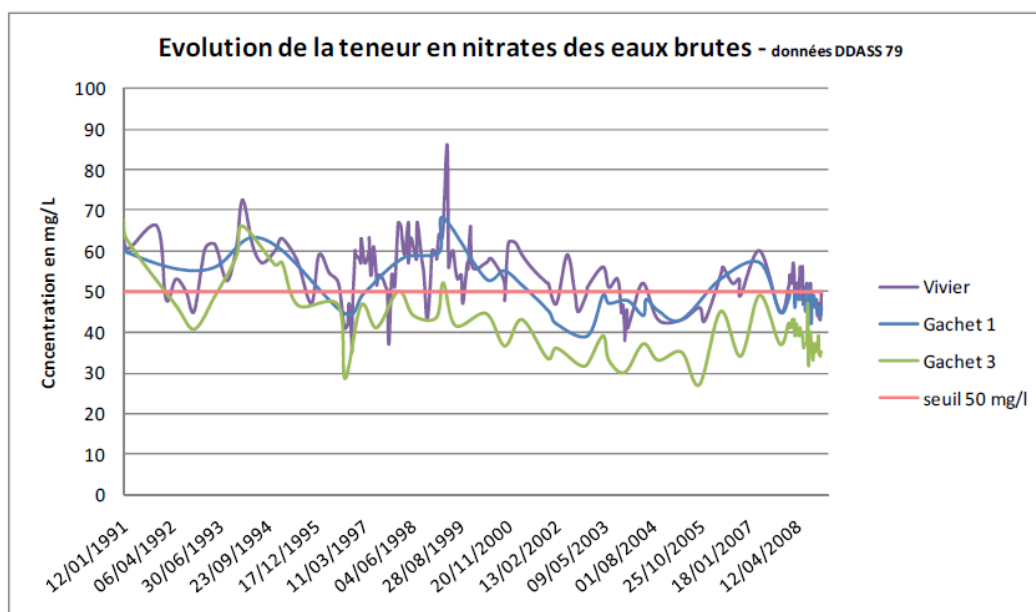


Figure 2 : Evolution de la teneur en nitrates des eaux brutes (Source : Diagnostic du Bassin du Vivier, 2009)

Environ les trois quarts des surfaces de l'AAC sont agricoles. Le reste de l'AAC est principalement occupé par des zones urbaines, notamment à l'ouest avec la ville de Niort.

L'AAC du Vivier fait principalement partie des petites régions agricoles « Plaine de Niort » à l'ouest et « Plateau Mellois » à l'est. La SAU de l'AAC représente en 2013 11 775ha, soit 73% de son territoire (source : données RPG). On observe sur le bassin une baisse de la SAU ainsi que du nombre d'exploitations. Dans l'analyse du registre parcellaire avec RPG explorer réalisée sur cette AAC, on estime à près de 60% d'exploitations en polyculture-élevage et 30% en polyculture (source : Analyse du Registre Parcellaire Graphique avec RPG Explorer, Exemples d'application sur des Aires d'Alimentation de Captage) .De plus l'assolement est dominé par les céréales (environ 40 %), majoritairement le blé tendre, associées à la production d'oléagineux (colza, tournesol). Les 3 têtes de rotation principales sont le tournesol, le maïs et le colza. Les cultures de diversification représentent une faible surface. L'élevage comprend principalement de l'élevage laitier, bovin ainsi que caprin.

Contexte d'organisation d'une démarche de concertation par le SEV

Le SEV s'est engagé dans le programme Re-Sources, démarche préventive de gestion de la ressource en eau en Poitou Charentes, en 2007. Il a signé un premier contrat territorial adopté pour 5 ans de 2010 à 2015. Le plan d'action de ce contrat a fait l'objet d'un travail d'évaluation en 2015, afin de préparer le renouvellement des actions et la signature d'un nouveau contrat territorial.

Dans cette réflexion pour la rédaction d'un nouveau contrat, le SEV a souhaité passer par un travail de concertation locale. Le programme Re-Sources vise en effet à favoriser une gestion concertée et l'animation locale.

Trois sujets ont été retenus pour former des groupes de concertation distincts :

- **Sujet 1 :** « Nitrates, produits phytosanitaires : comment faire mieux sur le territoire du Vivier? MAE, et contraintes réglementaires ont des limites. Quelles nouvelles idées, quelles nouvelles pratiques ? Quelles solutions, à la fois respectueuses des ressources en eau et économiquement rentable, sont-elles possibles ? Quels débouchés à ces nouvelles pratiques ? Quels appuis pour que les agriculteurs réussissent sereinement l'évolution de leurs systèmes ? De quels dispositifs de conseil, d'accompagnement ont besoin les agriculteurs ? »
- **Sujet 2 :** « Préserver les ressources en eau : mieux travailler ensemble. La gestion quantitative et la gestion qualitative des ressources en eau sont indissociables. Comment Etat, collectivités, syndicats d'eau, agriculteurs, acteurs du territoire peuvent, ensemble, mieux optimiser ces gestions ? »
- **Sujet 3 :** « Le jardin, l'assainissement non collectif, autant d'occasions pour les particuliers d'agir en faveur de l'environnement, de la qualité de l'eau : comment mieux les aider dans leurs actions ? »

Nous nous intéressons dans ce travail au premier groupe de concertation portant sur la problématique de la pollution de l'eau d'origine agricole.

Les syndicats de bassins versants qui font partie de Re-Sources sont incités à utiliser la méthode Co-Click'Eau. En effet la cellule de Coordination Régionale Re-Sources explique que l'utilisation de Co-Click'Eau est à mettre en lien avec un besoin de quantification des actions, ce qui est une demande forte des partenaires du programme. Lors de son entretien, la personne de la cellule régionale précise

que des projets avaient déjà été menés dans ce sens sur certains bassins, mais cela représentait un « travail laborieux » avec des « résultats pas très pertinents ». La proposition de l'outil Co-Click'Eau correspondait donc à leurs besoins. Elle explique qu'après une première mise en œuvre sur le bassin de l'Arnoult et l'organisation d'une formation à la démarche, ils recommandent aujourd'hui aux bassins engagés dans le programme d'utiliser Co-Click'Eau, tout en les laissant libres de quantifier leurs actions d'une autre manière. De plus, pour le SEV, cette démarche s'inscrivait dans le cadre du projet de recherche et développement mené avec l'INRA. Ainsi le SEV a décidé de baser le travail de ce premier groupe sur la méthode Co-click'Eau, présentée précédemment.

Ensuite l'Institut de Formation et de Recherche en Education à l'Environnement a été sollicité afin d'accompagner et d'animer l'ensemble des groupes de concertation. Cette association agit dans l'éducation à l'environnement, l'accompagnement des démarches de développement durable, l'accompagnement de la création d'emplois-environnement en relation avec les territoires et la mise en place de projets innovants. Là encore travailler avec l'Ifrée est une proposition de la cellule de Coordination Régionale Re-Sources.

Invitation des acteurs locaux à la démarche de concertation

En amont de la concertation, le SEV a imaginé une composition prévisionnelle des différents groupes. Pour le premier groupe de concertation, les participants envisagés étaient des agriculteurs représentatifs de la diversité du territoire, des organismes professionnels agricoles, des centres de gestion, des entrepreneurs agricoles, des structures de conseil privé et des structures de formation.

Une réunion publique a été organisée avant la concertation, afin d'informer sur la démarche à venir sur les 3 thèmes. Le SEV y a invité par courrier tous les agriculteurs du BAC, les communes, les OPA, les personnes enquêtés lors de l'évaluation du précédent programme ou la préparation de la concertation (élus et techniciens de collectivités, institutionnels, OPA, agriculteurs, particuliers, habitants élus au conseil de quartier, associations environnementales, associations de pêcheurs, entreprise de jardinage), ainsi que l'ensemble des habitants du Bassin d'Alimentation de Captage via un affichage dans les mairies. Cette réunion publique a rassemblé peu de personnes, le SEV a donc sollicité par téléphone des acteurs concernés par les différents groupes de concertation afin de les inviter à y participer. Parmi les acteurs ciblés dans le groupe 1, aucun centre de gestion, aucune structure de formation ni la chambre d'agriculture n'ont participé à la concertation.

Au final, les acteurs présents lors des réunions étaient :

- Des agriculteurs : la majorité des exploitants agricoles n'est plus venue après les premières réunions
- Des organisations professionnelles : 5 coopératives et négoce et Agrobio Poitou Charentes présents selon les groupes techniques
- Des associations : champs du partage et terre de liens, ainsi qu'un citoyen proche de ces milieux associatifs
- L'agence de l'eau
- La région Poitou-Charentes : présente à la seconde réunion

La participation a décliné entre les premières et les dernières séances, comme le montre le tableau suivant. Cependant, la profession semble avoir délégué certains leaders pour assister aux dernières réunions, que ce soient des responsables de CAVAC BIO comme des agriculteurs intensifs actifs dans les syndicats agricoles (dont l'ex Pdt FDSEA).

Tableau 2 : Evolution du nombre de participants au fur et à mesure des réunions

Séance	1	2	3	4	5	6
Date	22/06/15	14/09/15	28/09/15	02/11/15	19/11/15	04/12/15
Nombre de participants	16	23	12	9	12	9

Déroulement de la démarche sur l'AAC du Vivier

La démarche s'est déroulée en 6 réunions du groupe technique, entre le 22 juin et le 4 décembre 2015. C'est au sein du groupe technique qu'ont eu lieu toutes les étapes de Co-Click'Eau (ce qui se différencie de la démarche telle qu'elle est décrite dans la première partie). En parallèle, des rencontres du SEV et l'INRA avec les différentes OPA du territoire ont eu lieu, afin de présenter la démarche et commencer à recueillir des données. De plus, un comité de suivi a pour rôle de valider tout ou partie des propositions du groupe technique. Il est composé des services de l'état (ARS et DDT), les financeurs (le Département, la Région et l'Agence de l'eau) ainsi que d'élus du SEV. Il s'est réuni le 9 novembre afin de poser les contraintes et critères d'acceptation de scénario, en amont de sa validation par le groupe technique.

Le travail et les objectifs des réunions du groupe technique ont été découpés ainsi :

- Séance 1 : Présentation du contexte, de la démarche, de l'état des lieux sur la qualité de l'eau. Réalisation de la première étape de la démarche Coclick'Eau : réflexion sur les types de sols, les types d'exploitation, les modes de conduites des cultures, les cultures ainsi que les indicateurs techniques, sociaux, économiques, environnementaux importants.
- Séance 2 : Mise en discussion et validation du paramétrage de la base de données Co-Click'Eau établie à partir des résultats de la séance 1 et des enquêtes menées auprès des OPA (indicateurs et leur méthode de calcul, types de sols, cultures, types d'exploitations, etc.)
- Séance 3 : Renseignement ou amendement de la matrice technique (sur la base d'une matrice en partie pré remplie avec les données des OPA)
- Séance 4 : Discussion sur la situation actuelle et étude de scénarios extrêmes afin de formuler les contraintes et objectifs de chacun
- Séance 5 : Etude et validation de scénarios en fonction des contraintes exprimées en séance 4
- Séance 6 : Formulation d'actions à inclure dans le nouveau plan d'actions, à partir du scénario retenu

Ces réunions étaient menées en co-animation, avec la présence de l'Ifree, d'animateurs du SEV ainsi que le l'INRA.

Bilan de la démarche de concertation sur les impacts des activités agricoles sur la qualité de l'eau du Vivier basée sur l'utilisation de Co-Click'Eau

Méthodologie suivie

Ce travail de bilan de la démarche de concertation a été réalisé via des entretiens ainsi qu'un suivi des séances du groupe de concertation.

Pour des raisons pratiques, seules les séances 4 à 6 du groupe de concertation ont été suivies, par observation « passive ». Un bilan des autres étapes de la concertation a été réalisé avec l'équipe de l'INRA qui a participé à la démarche.

Ensuite des entretiens ont été menés auprès de personnes ayant participé au groupe technique ainsi qu'auprès d'acteurs qui n'étaient pas présents dans les réunions mais qui sont liés à la problématique et à la concertation. Les personnes ciblées pour la réalisation des entretiens étaient :

- Les participants aux réunions. Les agriculteurs ayant assez faiblement participé, il a été essayé de privilégier les exploitants le plus souvent présents ainsi qu'une certaine diversité
- Les services déconcentrés de l'état : DREAL, DDT
- Les Chambres d'Agriculture : Chambre des Deux-Sèvres et Chambre Régionale
- La Région et le Département
- Des membres du SEV : animateurs, élus, etc.
- L'Ifrée

Parmi ces personnes ciblées pour la réalisation d'enquêtes, 18 ont été interrogées lors d'entretien ou par téléphone. Dans les personnes présentes aux groupes techniques, ont été rencontrés : une personne de l'Agence de l'Eau, de l'Ifrée, 4 salariés d'OPA du territoire, 3 agriculteurs, les 3 animateurs du SEV, un citoyen. De plus des entretiens ont eu lieu avec des personnes de la Cellule de coordination régionale du programme Re-sources, de la DDT, de la Chambre d'agriculture Des Deux-Sèvres et la Chambre Régionale d'Agriculture et du SEV, qui n'étaient pas présents aux réunions.

Les acteurs du territoire ont été très sollicités dernièrement, pour l'évaluation du précédent programme d'action ou la préparation de la concertation, pour les nombreuses réunions du groupe technique, etc. Cela explique qu'il a parfois été difficile de les mobiliser à nouveau pour réaliser ces entretiens. La forme, participative, d'animation IFREE, avec groupes de travail (méthode world café), a été plus ou moins efficace, du fait du peu de temps dont on disposait (réunions en fin de journée).

La grille d'entretien comportait différentes parties :

- Présentation de l'acteur interrogé et lien avec la problématique de qualité de l'eau
- Réseau d'acteurs avec lesquels il interagit
- Perception de la problématique de qualité de l'eau sur le Vivier
- Impression générale sur la démarche Co-Click'Eau
- Mise en place de la démarche Co-Click'Eau au Vivier : participants, organisation, etc.
- Retour sur les différentes réunions, pour ceux qui y ont participé
- Perspectives d'amélioration et de reproduction de la démarche

Résultats des entretiens

Vision de la problématique de l'eau et de Co-Click'Eau

Les résultats des entretiens montrent qu'il est difficile d'identifier des profils types ou des groupes d'acteurs en fonction de leur discours. En effet il n'y a pas réellement de groupes homogènes qui se détachent.

Néanmoins on peut noter que les trois agriculteurs principalement interrogés sont les seuls à considérer que la qualité de l'eau au Vivier est plutôt meilleure qu'ailleurs, même si de forts enjeux sont présents sur ce territoire. L'un d'entre eux à l'impression que l'on repousse toujours les objectifs de qualité de l'eau : « qu'on leur demande toujours plus » et que ce qui est fait n'est jamais suffisant. Cependant, pendant les réunions suivies, les agriculteurs ne remettaient pas en cause la problématique de la qualité de l'eau. Ils ne sont pas convaincus du besoin de passer par une phase de concertation pour la mise en place du nouveau plan d'actions : assez sceptiques sur ce qu'elle peut apporter, c'est pour l'un d'entre eux « une chose de plus à suivre ». Seul ce dernier ne voit pas de nécessité à mettre en place de nouvelles actions et pense qu'il y a déjà des choses de faites : là encore cela n'avait pas été exprimé lors des réunions. Cependant ils ont tous décidé de prendre part aux réunions car c'est dans leur intérêt d'être associés à la démarche et « la chaise vide n'a jamais été la bonne solution ». Les agriculteurs interrogés n'ont pas réellement de vision commune de la démarche et l'outil Co-Click'Eau même si, comme on peut s'y attendre, ils parlent principalement d'aspects techniques. Tous précisent qu'aux premières réunions ils avaient du mal à voir ce qui allait être produit et à bien comprendre le but de Co-Click'Eau : cela montre que l'outil peut être complexe pour certains acteurs. Pour eux ça peut être l'explication au fait que de nombreux agriculteurs ont arrêté de venir après la seconde réunion et qu'ils étaient peu nombreux à avoir suivi l'ensemble de la démarche. Selon eux le manque d'agriculteurs aux réunions n'a cependant pas empêché ceux qui étaient présents de se faire entendre : ils ont « été écoutés ». Un seul des agriculteurs interrogés exprime un souhait pour le territoire, à savoir qu'il reste « comme il l'est aujourd'hui » et que l'élevage soit préservé. Tous attendent de voir ce qui va passer par la suite : quelles actions seront mises en place, et pour quels impacts ?

Un deuxième groupe peut se distinguer, bien qu'il ne soit pas homogène sur toutes les questions. Ce sont six acteurs, notamment des OPA, dont 3 ont participé aux groupes techniques et 3 autres non. Ils travaillent sur des territoires plus larges que le BAC du Vivier et disent ne pas avoir une connaissance spécifique du contexte du captage du Vivier mais plutôt une vision large à l'échelle du département ou de la région. Pour eux la question de la qualité de l'eau est importante sur l'ensemble du département. Le passage par une phase de concertation paraît nécessaire pour ces acteurs, afin que tous les acteurs puissent s'exprimer et se reconnaître dans ce qui sera produit. Tous sauf un avaient eu connaissance de Co-Click'Eau avant sa mise en place sur le Vivier : leur première impression a été que l'outil peut être intéressant pour guider les échanges. Certains le voient comme un outil technique, de simulation et de diagnostic, et d'autres comme un moyen d'animer la concertation. Pour une personne, Co-Click'Eau est les 2 à la fois, car la démarche comprend 2 phases : une plus technique et une de discussion.

Les autres personnes interrogées considèrent la qualité de l'eau comme une vraie problématique sur le BAC du Vivier et parlent d'enjeux locaux. Trois personnes considèrent que « ça ne va pas », que la question de la qualité de l'eau sur le Vivier est légitime et porteuse de forts enjeux. Ils expliquent

également que selon eux certains ont tendance à nier le problème. Selon les autres, « le captage du Vivier n'est pas le pire, cependant il n'est pas terrible ». Pour tous ces acteurs, il faut mettre en place des actions nouvelles sur la qualité de l'eau du territoire et la concertation est une phase nécessaire pour agir, notamment d'un point de vue « politique ». Une partie d'entre eux (les membres du SEV et de l'Agence de l'Eau) voit principalement Co-Click'Eau comme un outil « d'aide à la décision », comme un « support à la discussion » : en proposant un état des lieux partagé et des scénarios l'outil permet de concrétiser les propos et d'alimenter la concertation. Une autre partie a une vision plus technique de Co-Click'Eau, définissant l'outil comme un « simulateur » dans lequel on entre des données pour estimer l'impact de telle ou telle mesure, et soulignant l'importance de la quantification plus que de la concertation dans la démarche.

Enfin il faut noter que la concertation portait à la fois sur la question des nitrates et des pesticides, mais pour beaucoup c'est la problématique nitrates qui est la plus importante : plusieurs personnes n'évoquent pas les pesticides et deux acteurs institutionnels ainsi qu'un salarié d'une OPA précisent que « les nitrates sont la priorité » tout en reconnaissant qu'il ne faut pas mettre de côté la question des pesticides. D'autres ne partagent pas cette vision et insistent sur l'importance de prendre en compte également les pesticides, notamment au sein du SEV. Les enjeux les plus cités pour ce captage sont la proximité de la ville de Niort et l'importance du volume de production. Enfin, 4 personnes ont expliqué que c'est un territoire complexe et qu'il est intéressant d'essayer de mieux comprendre les phénomènes à l'origine de la pollution des eaux. Pour l'un d'entre eux, les actions menées par le SEV en partenariat avec le BRGM et l'INRA vont dans ce sens.

Retours sur la mise en place de la démarche au Vivier

La quasi-totalité des acteurs interrogés font les mêmes remarques sur l'organisation de la démarche au Vivier.

Tout d'abord il leur a été demandé si selon eux toutes les catégories d'acteurs concernés par la problématique de la pollution de l'eau d'origine agricole étaient présentes ou représentés lors des réunions. Deux acteurs ont été principalement cités comme manquants. La Chambre d'Agriculture était absente et aurait dû être là pour 11 personnes interrogées : son absence était problématique principalement du fait de son rôle de représentation des agriculteurs (cité 8 fois), mais aussi par rapport à son expertise technique et sa connaissance du territoire selon 3 acteurs. Plusieurs acteurs, notamment des institutionnels citent des raisons politiques pour expliquer cette absence. Nombreux (7) sont également ceux qui précisent que les agriculteurs n'étaient pas assez nombreux : cela pose problème car emporter leur adhésion sur le futur plan d'action était un objectif de la concertation. Pour les acteurs interrogés, les principales raisons qui expliquent l'absence ou l'abandon de certains agriculteurs sont des emplois du temps chargés et un « ras-le-bol des contraintes ». Cependant ils notent que les agriculteurs présents avaient de profils assez diversifiés. Les autres absences qui ont été notées lors des réunions sont :

- La Région
- La DDT et l'ARS
- Le public de l'élevage, notamment les éleveurs
- Les associations environnementales, de type fédération de chasse ou Deux-Sèvres Nature Environnement

- Les élus des villes ou des communautés de communes
- Les entreprises non agricoles, qui sont aussi concernées par d'éventuelles pollutions
- Une représentation citoyenne qui a été trop faible

Les absences et le faible taux de participation de façon générale a pu être un problème lors de certaines réunions, notamment à la dernière lors de laquelle les acteurs présents ne se sentaient pas légitimes pour proposer et discuter de pistes d'actions et l'ont indiqué aux animateurs. Une personne souligne le fait qu'il est « difficile de parler de valider » un scénario ou des actions quand cela a été fait au sein d'un petit groupe technique. En revanche il a été noté une bonne représentation des coopératives et négoce. La question d'un décalage entre différents participants a été soulevée par plusieurs acteurs : certains participants n'étaient en effet pas du monde agricole, non techniques, notamment les représentants d'associations. Plusieurs notent qu'« il y a un monde » entre eux et les professionnels agricoles (en particulier les agriculteurs et les techniciens d'OPA). Cependant ils soulignent l'importance de leur présence et de leur participation aux discussions. Cela met en lumière la question de la constitution du groupe technique : le SEV a fait le choix d'inclure un public large dans le groupe technique et de réaliser toutes les étapes de la démarche au sein de ce groupe, cependant le « mélange experts/non avertis a ses limites ».

Ensuite une très grande majorité des personnes interrogées a indiqué que la démarche était trop longue : elle demande beaucoup d'investissement en temps pour être présent aux réunions, avec des réunions tardives, pour prendre en compte les personnes qui travaillent assez tard en journée. Ce nombre important de réunions explique pour certains qu'ils n'ont pas participé à la démarche. Cela aurait aussi découragé plusieurs agriculteurs selon une partie des personnes interrogées. Cependant presque tous précisent qu'il aurait été difficile de faire moins de réunions et de raccourcir la démarche vu le travail nécessaire.

Enfin sur l'animation de la démarche, les personnes interrogées sont globalement satisfaites. Plusieurs personnes soulignent que l'Ifree apportait une réelle plus-value à la concertation, notamment dans la manière de cadrer les débats et de présenter les choses. La présence de l'INRA a été ressentie comme une caution technique, neutre et nécessaire pour l'utilisation de l'outil Co-Click'Eau. Cependant, plusieurs acteurs, dont les animateurs eux-mêmes, reconnaissent que l'animation a été difficile à gérer en étant si nombreux (Ifree, SEV et INRA), que le positionnement des uns et des autres n'étaient pas évident. Pour l'équipe d'animation cela a apporté du travail supplémentaire mais également des idées supplémentaires. Deux acteurs interrogés (OPA) relèvent des problèmes ou maladroites d'animation, sur le partage du temps de parole ou sur la présentation de l'outil Co-Click'Eau qui a pu amener à des incompréhensions et à des situations bloquantes notamment lors des premières réunions avec la définition des modes.

Analyse du déroulement des réunions avec les participants

Les participants aux groupes techniques sont revenus sur le déroulement des réunions au cours des entretiens. Tout d'abord tous s'accordent sur le fait que les objectifs de la concertation ont été remplis dans l'ensemble, parfois de manière incomplète : les réunions se sont systématiquement terminées après l'heure prévue avec une fin parfois un peu bâclée. De plus le climat des réunions leur a semblé plutôt courtois : mises à part quelques tensions ponctuelles (notamment au départ), les échanges ont été relativement calmes. Les participants présents étaient globalement dans une démarche de dialogue ce qui a permis des discussions constructives. Globalement tous les participants ont pu faire

entendre leur voix, même si quelques personnes interrogées soulèvent le fait que certains ont moins pu s'exprimer que d'autres. Lors de l'observation des réunions il a été remarqué que c'étaient effectivement souvent les mêmes qui prenaient la parole : cela était probablement dû à la fois à des erreurs d'animation et à une participation plus ou moins forte de chaque acteur. Par exemple lors des phases de sous-groupes un des participants devait être le rapporteur des discussions auprès de l'ensemble du groupe : peu des personnes étaient volontaires et c'était donc souvent les mêmes qui assumaient ce rôle, rapportant ainsi des informations parfois biaisées.

Sur l'analyse plus détaillée du déroulement des réunions au Vivier, il est là encore difficile d'identifier de réels groupes homogènes dans les discours.

On peut cependant noter que seuls 4 acteurs (3 agriculteurs et une OPA) reviennent sur des points techniques. Ils expliquent en effet comment ils ont perçu, qu'ils soient d'accord ou non, le choix des indicateurs, types de sols, etc. ainsi que la construction des itinéraires techniques. Comme plusieurs participants avaient pu le formuler lors des groupes techniques, ils sont conscients qu'il y a des approximations dans les données retenues et que cela est nécessaire pour faire fonctionner l'outil : plusieurs avaient par exemple proposé lors d'un groupe technique de se concentrer sur l'évolution des indicateurs plutôt que sur leur valeurs en elles-mêmes. Un acteur fait le lien entre ce qui est entré dans l'outil et ce qui en sort, en remarquant que les résultats sont très dépendants de ce qui a été renseigné lors des premières réunions.

L'un d'entre eux précise que l'étape d'étude des scénarios a montré qu'on « ne peut pas gagner sur tous les tableaux en même temps ». Un autre remarque qu'à la 5^{ème} réunion, lors des discussions sur des scénarios réalistes, ces derniers étaient très ressemblants et qu'il n'est pas réaliste d'orienter le territoire de façon aussi précise. Cette difficulté à différencier les scénarios a été un problème pour beaucoup d'acteurs pendant la réunion : ils ne voyaient que des différences infimes entre eux et ne pouvaient pas formuler de préférences pour l'un ou l'autre.

Ensuite, deux participants sont également revenus sur le lien entre phytosanitaires et nitrates : dans l'outil, par la définition des modes et des itinéraires techniques, il est assumé que la mise en place de meilleures pratiques sur les nitrates se fait en parallèle de meilleures pratiques en lien avec les produits phytosanitaires. Ces participants doutent que l'hypothèse soit réaliste et considèrent que la plupart des agriculteurs enclins à changer leurs pratiques pour les nitrates ne changeront pas leurs habitudes sur les produits phytosanitaires. Cette question a beaucoup été soulevée lors des réunions et de la discussion des scénarios : les participants auraient souvent souhaité dissocier ces deux questions. Ces mêmes deux acteurs évoquent des problèmes dans l'animation et le climat du groupe dans les premières réunions : pour l'un, deux des membres du groupe technique ont rencontré des problèmes de compréhension de la démarche, pour l'autre plusieurs acteurs ont eu des réactions virulentes à l'évocation de l'agriculture biologique.

Enfin un acteur considère que les discussions n'ont pas été assez ambitieuses : pour l'élaboration des scénarios, trop de contraintes ont été formulées, ce qui a empêché d'avoir des discussions de fond (sur la biodiversité, etc.). Cette idée n'avait pas été exprimée lors des réunions : l'acteur concerné (OPA) a ainsi abordé des thématiques nouvelles lors de l'entretien, qu'il n'avait peut-être pas exprimées avant du fait de la présence des agriculteurs aux réunions.

Seuls deux acteurs, un citoyen et un salarié d'OPA, expriment le fait que certaines filières n'ont pas été assez traitées : le maraichage pour l'un, et l'élevage pour l'autre. Selon eux l'outil ne permet pas de bien les prendre en compte, mais ces sujets demandent de réelles discussions. Par exemple s'il était normal d'exclure le maraichage des simulations car il faussait des paramètres comme la marge économique ou le temps de travail, il aurait cependant fallu le traiter à part, dans un petit groupe de travail, pour éviter de bâcler le sujet lors de la dernière réunion. Pour l'un d'entre eux le débat a été de façon générale trop cadré et pas assez ouvert sur de nouvelles débouchées ou filières : « il y a des choses dont on n'a pas parlé ». Cela révèle pour lui un manque d'ambition des participants : là encore il ne l'avait pas formulé lors des réunions. Ces deux acteurs reviennent aussi sur l'animation et les discussions. Il y a eu peu de débats et les discussions étaient constructives, mais l'animation a montré quelques écueils notamment sur la fin : tous les participants ont-ils eu la possibilité de s'exprimer autant que les autres sur les fiches action ? Cette question s'est posée lors de la dernière réunion : étant donné que le temps disponible était limité, beaucoup de discussions ont été arrêtées afin de produire des fiches action et certains n'étaient pas forcément d'accord avec ce qui était noté. Enfin, pour l'un d'eux, la réflexion sur les scénarios était très intéressante et il aurait fallu y passer plus de temps.

Tout un groupe de personnes revient principalement sur le climat des réunions et l'animation (2 techniciens d'OPA, 3 animateurs du SEV, les personnes de l'Agence de l'Eau, de l'Ifree et de la cellule Re-Resources). Tous citent des difficultés au départ, notamment une mauvaise compréhension de la démarche et de l'outil : Co-Click'Eau est complexe et beaucoup ne voyaient pas pourquoi ils travaillaient et ce à quoi cela allait servir. Cela est dû à un manque d'explication lors des premières réunions et la plupart ont compris la démarche au fur et à mesure. Cependant certains pensent que des incompréhensions ont persisté et demeurent toujours. C'est également un outil rigide, qui demande de formuler des contraintes sous forme de « phrases matlab », ce qui a pu poser problème à certains dans les discussions. De plus beaucoup évoquent des tensions ou des blocages au départ qui découlent de cette mauvaise compréhension de la démarche : au moment de la définition des modes, beaucoup d'agriculteurs se sont sentis stigmatisés, « mis dans des cases », ce qui a donné lieu à des longues discussions et à des crispations. Cela résulte notamment d'un désaccord sur les termes et le problème a été écarté en nommant les modes par des numéros (de 1 à 5). De plus un animateur du SEV précise que lors des premières séances ils n'ont pas osé imposer trop de choses afin de ne pas se mettre les agriculteurs à dos et que cela a été un manque par la suite. Le ressenti global des participants est que ces premières réunions ont été les plus difficiles, il y a certainement eu du temps de perdu sur certaines questions.

Ces tensions et difficultés au début de la démarche sont à mettre en parallèle avec les discussions des scénarios qui se sont bien déroulées : on note ici une différence majeure avec les premières applications de Co-Click'Eau sur des Aires d'Alimentation de Captage où les phases de discussions des scénarios avaient concentré les tensions et les réactions les plus vives (M. Gisclard et al, Co-click'eau : une démarche d'intermédiation pour la construction d'une action collective locale). Ces acteurs sont revenus sur d'autres points en lien avec l'animation : si la dynamique du groupe était bonne, plusieurs pointent le fait qu'ils étaient trop nombreux en groupe entier pour que chacun puisse s'exprimer, ou trop nombreux lors des phases de construction de l'expertise technique. Cependant il y a eu peu de discussion conflictuelles, mis à part au départ, et beaucoup de choses étaient partagées par tous. Il y a même eu moins de blocages que d'habitude face à l'agriculture biologique. De plus deux participants soulignent la problématique du lien par mail : le SEV a beaucoup communiqué par mail entre les

réunions, demandant lecture et confirmation des comptes rendus ou des informations diverses, et il était difficile pour les acteurs de prendre connaissance de tous les messages et répondre à temps. Cette difficulté n'a pas été pointée aux animateurs de la concertation pendant la démarche. Deux personnes reviennent sur la phase de discussion des scénarios : l'étude des scénarios extrêmes a été une phase très intéressante car elle a permis un réel partage des contraintes. Lors de la cinquième réunion, les scénarios discutés présentaient en revanche peu de différences. De plus une de ces personnes pose la question du choix des critères retenus pour paramétrer les scénarios : par exemple sur la diminution de l'élevage et des prairies, doit-on dans les scénarios inclure des observations tendancielle (diminution de l'élevage de X% chaque année) ou au contraire inclure un objectif de maintien de ces surfaces ? Comme précédemment, une personne regrette que les acteurs aient manqué d'ambition et qu'il n'y ait pas eu de discussions sur un réel changement de système pour l'agriculture du territoire. En particulier les objectifs fixés par le comité de suivi ont déçus certains acteurs (contrainte portant uniquement sur les nitrates, avec un objectif de diminution de 12.5% d'ici 2020 moins ambitieux qu'EcoPhyto, bien que certains programmes proposés incluent 20 à 30% de baisse de phytosanitaires) : les membres du comité se sont peu exprimés sur cette question. Enfin un acteur questionne, comme d'autre, la réalité du lien nitrates et produits phytosanitaires. Il précise de plus qu'il a une « impression de serpent qui se mord la queue sur la définition des modes » : en effet si ces derniers ont été définis dans la matrice, il pense qu'il va falloir les repréciser maintenant que le scénario a été validé.

Tableau 3 : Principales remarques des participants sur le déroulé de la démarche

	Remarques techniques	Incompréhension et blocage au départ	Autres problèmes d'animation	Lien phyto/nitrates	Débats non amitiés	Exclusion de certaines filières	Autre
Agriculteur 1	X						
Agriculteurs 2	X						
Agriculteur 3	X		X	X			X
OPA 1	X	X		X	X		X
OPA 2		X	X				X
OPA 3		X	X				X
SEV 1		X	X				
Ifrée			X				
Cellule ReSources		X	X				
Agence de l'Eau		X					X
SEV 2		X	X		X		X
SEV 3		X		X			X
Citoyen			X		X	X	X
OPA 4			X			X	

Les personnes non présentes au groupe techniques ont eu peu d'échos sur les réunions. Seul un acteur interrogé précise qu'il a eu des retours plutôt négatifs sur l'animation. De façon indirecte il sait que des agriculteurs n'étaient pas satisfaits. De la même façon les acteurs présents lors des groupes techniques ont peu échangé avec des personnes extérieures entre les réunions : deux agriculteurs ont

eu des échos de leurs voisins ou de d'autres exploitants, qui étaient plutôt sceptiques et attendaient de voir les résultats. Cependant des échanges entre participants aux groupes techniques ont eu lieu hors des réunions : par exemple des techniciens d'OPA revenant sur le déroulement de la démarche et les points de blocages, etc. Plusieurs acteurs interrogés ont indiqué avoir eu des discussions parallèles aux réunions mais ils ont donné peu d'éléments sur leur contenu : les principaux exemples cités étaient des discussions informelles autour des crispations, notamment des agriculteurs. Pour un acteur ce type de groupe de concertation est très politique, et en général « on avance plus hors de ces groupes ». Cependant, la présence d'OPA jusqu'au bout, et la transparence de la démarche, amène à rouvrir un débat hors réunion qui était enterré dans une vision « business as usual » attentiste prôné par la profession. D'autre part, un des participant élus a attiré l'attention du SEV sur la concurrence entre prestataires de conseil que sont la chambre d'agriculture, et les coopératives (une coop couvrant à elle seule 80% de la SAU), ce qui pourrait expliquer la chaise vide des chambres départementales et régionale.

Bilan de la démarche et des apports de CoClick'Eau

De façon générale, les personnes interrogées se sont peu exprimées sur leur satisfaction quant au résultat de cette démarche de concertation. En effet pour des raisons pratiques certains entretiens se sont déroulés avant la dernière réunion du groupe technique. De plus des personnes n'étaient pas présentes au dernier groupe technique et n'avaient pas pris connaissance du compte rendu au moment de l'entretien. Des relances ont été faites afin de recueillir leur avis courant décembre, mais une seule personne y a répondu. Plusieurs acteurs soulignent néanmoins le fait que s'accorder sur un scénario « est déjà énorme » et que ce dernier est assez ambitieux. Cependant ils se demandent s'il est réaliste et applicable sur le territoire. Les quelques personnes qui se sont exprimées au sujet des actions formulées lors de la sixième réunion pointent le fait qu'elles sont assez communes et en moyenne peu ambitieuses. Pour certains toute cette démarche revient un peu « à accoucher d'une souris ». Une personne précise qu'elle attendait beaucoup de Co-Click'Eau et qu'elle est déçue du résultat et du déroulement de la démarche.

Pour les acteurs rencontrés, Co-Click'Eau apporte des avantages dans la démarche de concertation. Tout d'abord Co-Click'Eau cadre les discussions et évite que les débats ne s'enlisent (cependant trop cadrer les discussions peut aussi avoir des inconvénients, comme nous le verrons plus bas). Il concrétise également les discussions : il apporte un objectif chiffré, des indicateurs et rend les contraintes des différents acteurs visuelles. La démarche se base de plus sur une co-construction d'expertise locale : la production d'un diagnostic partagé par tous évite les remises en cause et crédibilise les connaissances des acteurs du territoire. Cela implique de plus une grande transparence, profitable pour les participants. Cette démarche se base sur des discussions techniques : cela permet d'avoir des échanges qui n'ont pas forcément lieu en temps normal et l'aspect technique est attractif pour des professionnels du monde agricole. Cette expertise technique constitue de plus un référentiel intéressant sur le territoire : c'est un outil à garder pour la suite des actions sur le bassin. Plusieurs évoquent la possibilité de refaire tourner l'outil Co-Click'Eau dans le futur, dans des groupes moins larges ou pour faire d'autres projections. Enfin être accompagné par l'INRA dans la démarche a été une réelle plus-value selon les personnes interrogées : c'est un appui technique tant sur les aspects agronomiques que sur la connaissance de l'outil et un gage de neutralité et de crédibilité scientifique.

Au vu de ce qui a pu poser problème lors des réunions, les personnes interrogées ont formulé plusieurs limites ou améliorations possibles pour la démarche Co-Click'Eau. Un premier type de remarques concerne l'animation et le déroulement de la démarche : beaucoup d'acteurs soulignent l'importance de l'animation, malgré l'utilisation de Co-Click'Eau. Pour certains il est nécessaire que ce soit la même personne qui ait les compétences techniques et d'animation. Pour un participant, il aurait fallu que l'animateur principal soit reconnu à l'échelle du territoire, que ce soit l'animatrice du SEV. Pour beaucoup, malgré le travail de mobilisation réalisé par le SEV, il aurait été nécessaire que les acteurs du territoire s'impliquent plus et soient mieux représentés : l'absence ou la faible participation de certains acteurs a été ressentie comme un réel problème. Pour ceux présents à seulement quelques réunions, il était parfois difficile de « raccrocher les wagons » et de comprendre l'avancé de la démarche. CoClick'Eau est assez complexe, et une majorité d'acteurs s'accordent sur le besoin d'une meilleure explication de la démarche lors des premières réunions. En effet beaucoup regrettent qu'ils ne voyaient pas ce à quoi ils allaient aboutir avant la quatrième ou cinquième réunion, et certains n'ont probablement pas compris les objectifs au départ et ont abandonné. Quelques participants proposent de donner des exemples de sorties sur d'autres territoires afin de rendre la démarche CoClick'Eau moins conceptuelle. De plus ces problèmes de compréhension ont pu entraîner des blocages dans les discussions. Beaucoup de participants (non agriculteurs) citent l'exemple de la définition des modes de cultures (intensif, raisonné, économe, ...) qui a soulevé des incompréhensions et heurté les agriculteurs : des agriculteurs se sont sentis « mis dans des cases » et stigmatisés. Il aurait été nécessaire de mieux présenter l'outil, ou de nommer directement les modes par des numéros afin d'éviter ce blocage. De façon générale, il semble très important de faire attention à la façon de présenter les choses tout au long de la démarche afin de ne pas heurter les différentes sensibilités. De façon plus ponctuelle, des participants proposent de revoir la proportion de temps passé aux différentes étapes mais pas forcément dans le même sens : pour certains il faut prendre plus de temps dans les phases techniques notamment la construction de la matrice, pour d'autres c'est la discussion des scénarios et des actions qui demandent plus de temps.

Deux personnes interrogées proposent de construire la matrice technique en petit groupe d'experts pour ensuite élargir les discussions avec un plus grand nombre d'acteurs lors de l'élaboration des scénarios : cela correspond en fait au fonctionnement de la démarche Co-Click'Eau telle qu'elle a été conçue initialement. L'observation des réunions confirme que lors des phases très techniques, certains acteurs intervenaient peu et ont pu se sentir passifs ou mis de côté. De la même façon, certains proposent de favoriser les discussions en petits groupes, même si cela est chronophage : lors de la démarche au Vivier les participants ont trouvé les discussions plus constructives et les paroles plus libérées en sous-groupes que lors des discussions du groupe technique en entier. Cela s'est confirmé lors de l'observation des réunions : les phases de mise en commun en groupe entier étaient moins dynamiques que celles en sous-groupes. Certains vont même jusqu'à proposer de mettre en place des « temps de parole individuelle » dans la démarche de concertation, c'est-à-dire des entretiens individuels ou par groupes d'acteurs (par exemple uniquement avec les agriculteurs ou uniquement avec les OPA), afin de libérer la parole et mieux rapporter les souhaits de chacun. Enfin un représentant d'une OPA regrette de ne pas avoir plus vu comment l'outil fonctionne et propose de le présenter davantage lors des phases techniques.

Un deuxième groupe de remarques porte sur la démarche et l'outil Co-Click'Eau en eux-mêmes. Tout d'abord c'est une démarche très chronophage et il faut en être conscient. Une personne suggère de le montrer plus clairement dans le cadre de la formation CoClick'Eau. Suivant l'objectif de reproduire la

démarche sur d'autres bassins, certains espèrent que la réalisation de la matrice régionale par la Chambre Régionale d'Agriculture permettra de réduire les phases de construction de l'expertise technique. Pour fonctionner, l'outil nécessite beaucoup de données, ce qui n'est pas facile à fournir.

De plus plusieurs participants pointent que l'ensemble des résultats est construit avec ce qui est renseigné dans l'outil : si les données d'entrées sont fausses, le reste le sera. Il existe donc un gros risque de biais, notamment avec des acteurs qui peuvent se mentir à eux-mêmes et indiquer des données non exactes. Parmi les personnes interrogées, plusieurs regrettent que l'outil se concentre sur les grandes cultures et ne prenne pas bien en compte l'élevage ou le maraîchage. Inclure des simulations plus précises et réalistes sur l'élevage est une piste d'amélioration importante. De plus, l'outil a tendance à trop centrer les discussions. Pour certains il les centre trop sur les pratiques : « on ne parle plus de foncier, filières, etc. ». Pour d'autres le cadre fixé par l'outil fait que les acteurs n'expriment plus ce qui les préoccupe de façon spontanée, et certaines questions totalement absentes des réunions ont réapparu à la dernière séance. Deux acteurs regrettent que l'outil ne contienne pas d'approche géographique, en lien avec le territoire. Enfin une autre piste d'amélioration soulevée par quelques-uns est la déclinaison à l'échelle d'une exploitation pour permettre une application pratique de l'outil par les animateurs et techniciens de SEV ou OPA.

Globalement les personnes interrogées considèrent que la démarche est reproductible sur d'autres bassins, et pour certains cela est souhaitable, en faisant attention aux limites et améliorations citées.

Conclusion

L'utilisation de la démarche Co-Click'eau pour la concertation sur le Bassin du Vivier a été plutôt bien perçue par les acteurs du territoire en lien avec la problématique nitrates et produits phytosanitaires, même si elle présente plusieurs limites. Différentes pistes d'améliorations de l'outil ont été évoquées par les acteurs interrogés, afin qu'il soit plus adapté aux particularités du territoire. De même des propositions sur le mode d'animation et la façon de mener la concertation ont été faites.

Ce travail de bilan de la démarche a confirmé que la vision de la problématique qualité de l'eau et activité agricoles était très différente selon les acteurs. Il a également pu montrer qu'un point très important est de parvenir à une meilleure mobilisation des acteurs. Les raisons qui ont limité leur participation ici ont pu être à la fois politiques, des raisons d'emploi du temps ou bien l'expression d'un ras le bol des contraintes. De plus, il a été mis en évidence des différences entre les propos tenus dans les groupes techniques et le contenu des entretiens pour certains acteurs : par exemple des acteurs qui expriment des envies de changements et des ambitions bien plus importantes en entretiens privés qu'en groupe technique, probablement pour ne pas lever de constats lors des réunions. De plus des discussions ont lieu en dehors des groupes de réunions (voir p. 14) et il est nécessaire de les prendre en compte pour mener une concertation. Enfin, les résultats de cette démarche sont mitigés, et peu de personnes se sont exprimées sur cette question au moment des entretiens.